

GCSP : Geneva Centre for Security Policy

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft [1]

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



A gauche, l'ambassadeur Fred Tanner, directeur du GCSP ; à droite, le général Philippe Meyer, organisateur de la conférence.

Toutes les photos © GCSP.

International

Le GCSP et la Francophonie. Séminaire consacré à « la Francophonie et les Opérations de la paix » 14 juin, Genève

Général Philippe Meyer

Conseiller spécial du Directeur du GCSP

Le Centre de Politique de sécurité de Genève (GCSP), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Direction de la Coopération de sécurité et de défense (DCSD) du Ministère français des Affaires étrangères et la Délégation aux Affaires stratégiques (DAS) du Ministère français de la Défense, ont entrepris l'organisation d'octobre 2012 à fin 2013 d'une série de quatre séminaires sur le thème du « rôle des pays francophones dans les opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU. » Les deux premières conférences ont eu lieu à Addis- Abeba et à Dakar.

Genève s'est donc inscrit dans la continuité de ces deux premières conférences avant la prochaine et dernière qui se tiendra à New York à l'automne. Ce séminaire consacré à la thématique des « pays francophones face aux développements doctrinaux et pratiques des OMP » a eu pour objectif de saisir l'évolution de ces enjeux doctrinaux et pratiques et d'analyser le suivi des recommandations formulées dans le rapport « Nouvel Horizon », dans le rapport sur « les capacités civiles au lendemain d'un conflit, » ou dans les débats au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (C-34).

Pour ce faire, les travaux ont été organisés en quatre tables rondes, la première portant sur « les évolutions du maintien de la paix : pour une plus grande efficacité opérationnelle », la seconde sur « les évolutions doctrinales et défis politiques : perspectives nord-sud », la troisième sur les « doctrines et leçons de terrain : perspectives de terrain », et enfin la dernière sur « quelles alternatives aux opérations de maintien de la paix multidimensionnelles ? »

Nous reprenons ici un résumé de la synthèse faite par le Dr Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, un point plus détaillé pouvant être trouvé sur le lien.

Il a été tout d'abord rappelé la mutation du contexte des opérations. Les théâtres d'opérations, et la nature même de la grammaire des relations internationales sont traversés par une forme de conflictualité sourde, qui rend cette réalité complexe et difficilement maîtrisable.

Certains points relevés lors des débats ont été rappelés, tels que la question de la transnationalité, les projections de forces dans un espace temps desserré, la contiguïté territoriale, ainsi que l'exemple de « *frontiers* » et « *borders*, » auxquels on pourrait ajouter l'exemple de « *batlle field* » / « *battle space* » (champ de bataille et l'espace de bataille) qui amènent naturellement à l'espace cybernétique.

Plusieurs dimensions ont été mentionnées :

- la capacitation des groupes armés, qui sont maintenant les acteurs nouveaux et centraux de ces nouveaux conflits ;
- la criminalité organisée qui est « le *nexus* » mais, au delà du *nexus*, comment ceci se greffe avec les OMP ? La dimension technologique et les drones ne sont pas la moindre de ces questions. Il en va de même du retour de l'usage de la force, de la militarisation des termes de l'échange internationaux ou de l'interventionnisme de plus en plus problématique, qui n'apporte pas de solutions précisément parce qu'il est une question politique. Des dynamiques d'expansion, de multiplication, de diversification, de complexification, de complexité peuvent être identifiées.... ;
- la relation nord-sud. Dans ce domaine il est indéniable que les termes employés toute la journée ont été explicites : « limites, » « lacunes, » « décalages, » « inadaptations, » « défaillances, » « divisions malsaines, » « carences » témoignent clairement de l'existence d'une dissonance entre la pratique et la rhétorique, dans la répartition des tâches plus précisément et aussi dans les attentes des pays hôtes auxquelles on ne répond pas

M.Mohammad-Mahmoud OULD MOHAMEDOU est directeur du Programme « Développement des Capacités Régionales » au GCSP et Professeur Invité à l'IHEID (Institut des hautes études internationales et de développement de Genève).

<http://www.gcsp.ch/Regional-Capacity-Development/Events/Les-Pays-Francophones-face-aux-Developpements-Doctrinaux-et-Pratiques-des-Operations-de-Maintien-de-la-Paix>



forcément. En invitant à la réforme de cette relation nord-sud, il a aussi été souligné les carences sud-sud, même si certains ont vu quelques progrès....

- enfin, une dimension de recommandations pratiques. Ces missions qui sont des missions de reconstruction, de restructuration et de réforme (trois R) sont intéressantes par rapport aux éléments qui ont pu être mentionnés. La première dimension est d'abord liée à la recherche de la performance qui passe par la volonté d'être créatif, imaginatif sans perdre de vue les défis anciens irrésolus, autant de conditions qui paraissent nécessaires pour «se tourner vers l'avenir par le passé.» La deuxième dimension est l'adaptation aux nouvelles conditions. L'exercice consiste à repenser, réadapter les mandats à la nouvelle réalité. Il faut penser le Mali non pas simplement dans un problème de partition mais penser le Mali au sein d'un Sahel dont l'insécurité est transnationale et concerne six, sept, huit et peut être même neuf pays. Les mandats doivent donc être flexibles, mobiles, réactifs, multidimensionnels, réalistes et crédibles. *«Cette versatilité des mandats est une question certainement qu'il faudra aborder plus avant, tout en ne suscitant pas des attentes irréalistes.»* La troisième dimension a trait au problème «d'outillage.» Puisque cette complexité pointe du doigt cette dissonance, il y a une sorte d'illisibilité des théâtres d'opérations qui reste encore présente.

Une réponse qui a été donnée est l'adéquation, pour bâtir dans le durable, entre les fins et les moyens que l'on se donne. L'adéquation passe également par un processus de planification qui doit être mis à jour: la séquence qui va du déploiement, du pré-déploiement au «*state building.*»

Ce modèle que l'on cherche à réformer est aujourd'hui un modèle toujours plus exigeant. Or, alors que le modèle est «fatigué,» on lui en demande toujours plus sur des théâtres en transformation permanente, d'où la dissonance. Une planification globale tactique, une meilleure coopération, des synergies, le développement des capacités subrégionales, des modes d'actions proactifs sont probablement nécessaires.

La question se pose de savoir où ce processus doit avoir lieu? Certains ont été assez spécifiques, désignant les Nations Unies; Certains ont aussi rappelé l'importance des Etats, mettant l'accent sur un processus stato-centré qui demeure fondamental.

En conclusion, trois points ont été mis en exergue.

D'abord, les tensions de fond sur cette différence entre les débats doctrinaux et la mise en application des résolutions: «l'urgence de la réaction, la gravité des violations, la «muscularité» des réponses est-elle la nécessaire réponse à la protection des civils?»

Ensuite, le consensus autour de la question de l'espace francophone. C'est un «environnement capacitateur» qui peut être assez conséquent. La non-action également est un problème, en se souvenant du Rwanda ou de Benghazi et en se demandant «s'il n'y avait pas eu une intervention, y aurait-il eu le massacre?»

Enfin, le dédoublement du militaire et du politique peut amener à des approches qui peuvent être plus légitimes, plus locales et plus efficaces.